R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BRIGITTE
GONTHIER-MAURIN

SENATRICE
DES HAUTS-DE-SEINE

GROUPE COMMUNISTE
REPUBLICAIN
ET CITOYEN

Vice-Présidente
de la Commission
de la Culture,
de l'Education
et de la Communication

Présidente
de la Délégation
aux droits des femmes
et à l'égalité des chances
entre les hommes
et les femmes

Au Collecif clamartois contre le TSCG
Attac 92 Clamart
Europe Ecologie les Verts – Clamart
Front de Gauche Clamart (PCF, PG, GA, GU)
NPA
POI

Paris, le 20 septembre 2012

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour l'interpellation que vous m'avez adressée concernant le Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance (TSCG) en cours de ratification parlementaire dans notre pays.

Je veux d'entrée vous dire que je partage totalement votre analyse et l'urgence d'une grande mobilisation populaire sur ce pacte « austéritaire » qui va, s'il est adopté, compromettre toutes possibilités de conduire une grande politique de gauche au service de « l'humain d'abord ».

Alors que le Président de la République, François Hollande, s'était engagé lors de la campagne électorale à renégocier le traité européen issu de l'accord Merkel-Sarkozy, force est de constater que le traité budgétaire soumis aujourd'hui au vote du Parlement français ne comporte aucune modification positive. Au contraire. Et ce n'est pas le volet sur la croissance - très limité et simple annexe au traité - qui en infléchira les orientations.

En effet, le TSCG – en durcissant encore les traités de Maastricht et de Lisbonne – va aggraver les politiques d'austérité conduites. De plus, en ouvrant la voie à l'adoption par le Parlement de la « règle d'or » il constitue une grave remise en cause de la démocratie parlementaire et de la souveraineté populaire.

Ce traité implique de réduire encore plus drastiquement les déficits publics. Il aura donc des conséquences dramatiques sur la vie quotidienne de nos concitoyens car toutes les administrations publiques seront concernées : l'Etat, la Sécurité sociale, les collectivités territoriales. Ce qui se traduira par moins de services publics, d'hôpitaux, d'écoles, de transports…

Au-delà, se dessinent de nouveaux reculs sociaux : pression sur les salaires, casse du code du travail, développement de la flexibilité, de la précarité,

15, RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06 - TELEPHONE : 01 42 34 28 74- TELECOPIE : 01 42 34 41 17

baisse du pouvoir d'achat, des moyens pour la protection sociale et les retraites.

On l'a vu chez certains de nos voisins européens où s'appliquent déjà ces politiques d'austérité, cette orientation – loin de relancer la croissance – n'a fait qu'enfoncer un peu plus ces pays dans la crise et leur peuple dans la misère.

En réalité, le seul grand bénéficiaire de ces choix politiques est le monde de la finance : les banques et les marchés financiers.

Pour toutes ces raisons, vous pouvez compter sur mon engagement ferme pour m'opposer à ce traité lors du vote au Sénat qui devrait intervenir mi-octobre.

Mais je suis également engagée pour que nos concitoyennes et concitoyens puissent disposer du droit à un débat public sur un traité qui engage leur avenir. C'est la raison pour laquelle, aux côtés de mes camarades communistes et au sein du Front de gauche, j'agis pour populariser la pétition exigeant un référendum et pour contribuer à une forte mobilisation lors de la manifestation du 30 septembre à Paris. Par ailleurs, plusieurs initiatives publiques vont se tenir dans le département des Hauts-de-Seine à l'initiative du Front de gauche.

Au-delà du rejet de ce texte, qui constituerait une première et importante étape, il s'agit d'ouvrir la voie à un grand débat public sur la nécessaire et urgente réorientation de la construction et des institutions européennes au service des peuples et non de la finance.

Bien sincèrement,

Brigitte Gonthier-Maurin